



FICHE 1

Introduction à la participation



En février 2023, l'enquête du CEVIPOF a révélé que **plus de 64% des Français.es estiment que la démocratie ne fonctionne 'pas bien'**. Dans le même temps, **53% des Français.es considèrent que le conseil municipal représente l'institution en laquelle ils ont le plus confiance**.

Ainsi, la demande d'une démocratie **plus à l'écoute** des citoyen.ne.s et **plus participative**, comme exprimée lors du grand débat, prend tout son sens. Pour renforcer la démocratie, **favoriser l'expression citoyenne** apparaît comme l'une des solutions les plus efficaces et l'échelon local comme le plus logique pour y parvenir. Pour cela, il est crucial de comprendre ce que l'on entend par cette participation. Cette première fiche permet d'en 're'-découvrir les bases avant d'envisager plus concrètement sa mise en place.

La participation peut être perçue comme une réponse à la défiance envers les décideur.se.s politiques. Elle vise à « **transformer un conflit potentiel en un partenariat constructif et idéalement volontaire, équitable et durable** » (Robinson & Smith 2010).

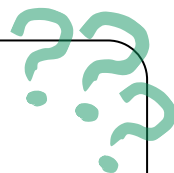


La participation n'est pas innée ; elle s'apprend, surtout lorsque l'on veut bien la mettre en place. La démocratie participative ne s'oppose pas à la démocratie représentative. En tant qu'élu.e, elle ne vous dessert pas et ne réduit pas votre rôle. Au contraire, ses processus renforcent votre pouvoir en permettant un meilleur lien entre les citoyen.ne.s et vous (voir la fiche : "La participation : un outil légitime pour l'élu.e").

Avant de mettre en place une démarche de participation citoyenne (PC), il est important de comprendre quels sont ses objectifs pour déterminer le degré de participation à mettre en place. Il existe différents niveaux de PC, comme ceux présentés au verso de la fiche, basés sur l'échelle d'Arnstein (1969).

La participation, objectifs et enjeux :

- améliorer la pertinence des projets et des décisions ;
- favoriser la cohésion sociale en renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté ;
- cultiver une culture politique de la participation et de la concertation ;
- consolider la démocratie en promouvant l'engagement citoyen.



Les critiques liées à la participation

- Chronophage et coûteuse (Blatrix, 2019)
 - voir la fiche sur “Le dialogue citoyen pour l'appropriation territoriale”.
- Ressources humaines et matérielles importantes (Blatrix, 2019)
 - la mise en place des démarches dépend de la taille de la ville et des moyens disponibles. Il est important d'adapter les actions aux ressources (voir la fiche sur “Les outils de participation”).
- Anticipation nécessaire
 - une concertation ne s'organise pas à la dernière minute. Les moyens à mobiliser sont importants tout comme la logistique (voir la fiche “La participation, un atout légitime pour l' élu.e”)
- Cristallise et entraîne les tensions
 - voir la fiche “La gestion des conflits et des incivilités”.

Les types de participation :

1. INFORMATION

L'objectif est d'informer les citoyen.ne.s sur le contexte et les actions sans solliciter leur avis.

3. CONCERTATION

Véritable participation à la construction du projet. Les participant.e.s sont non-décisionnaires, mais les porteur.euses de projet doivent prendre en compte leurs contributions et leur fournir un retour.

2. CONSULTATION

Les citoyen.ne.s sont informé.e.s, ils peuvent donner des avis et faire des suggestions, mais leur prise en compte n'est pas garantie.

4. CO-DÉCISION

Partage de la décision avec les citoyen.ne.s, favorisant une véritable co-crétion et co-production, assurant ainsi la réalisation d'un projet issu d'un processus collaboratif.

L'INFORMATION, l'impondérable à ne pas négliger

Il est crucial de fournir **des informations** pour consulter, pour concerter et pour co-décider. Quel que soit le niveau de participation citoyenne souhaité, l'information est le premier pilier. Elles permettent d'expliquer les raisons et modalités de la démarche pour que le citoyen.ne.s comprenne les enjeux du projet et la manière de prendre en compte son implication. Bien informer, et ce, en toute transparence permet de rétablir la confiance et d'augmenter le taux de participation. Bien informer nécessite d'adapter les modes de communication, le langage et les modalités au public ciblé et aux méthodes participatives envisagées.